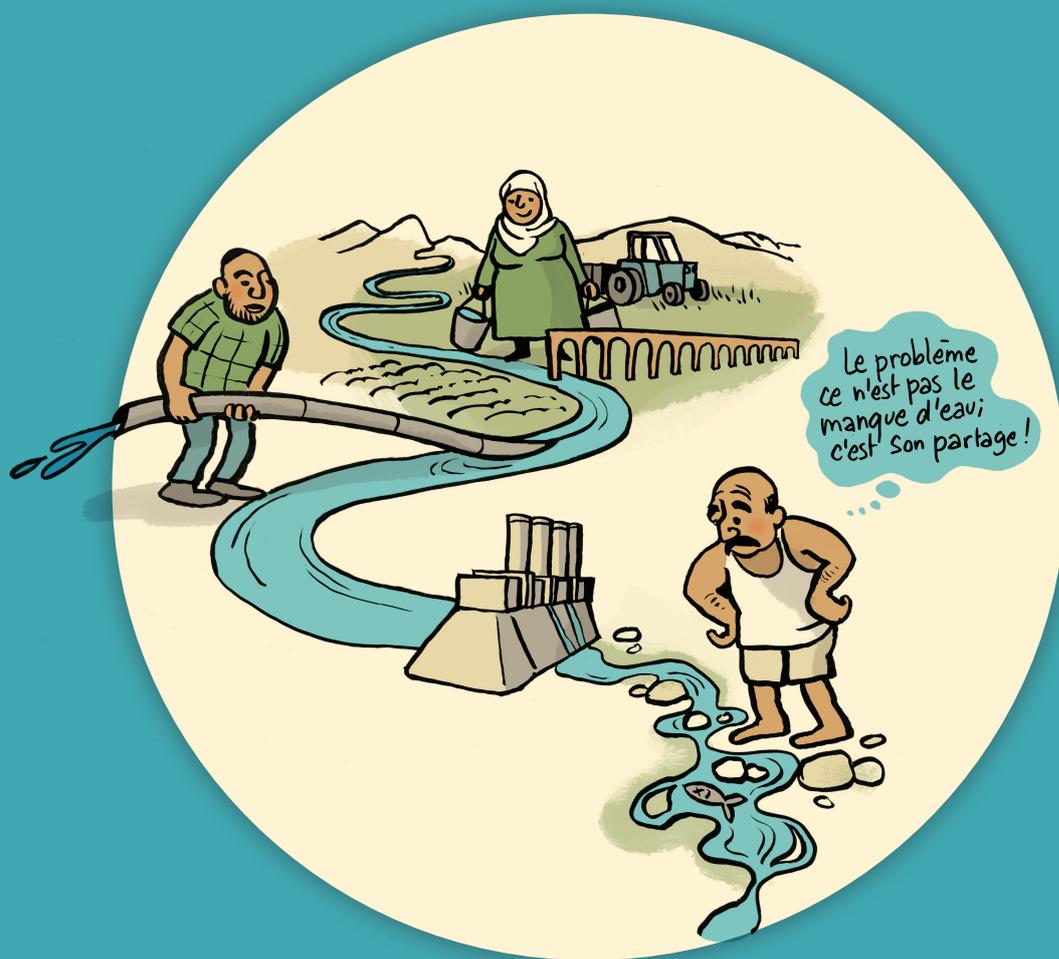


L'eau, une ressource convoitée



FICHE 2



L'eau, une ressource convoitée

Niveau et matière concernés : Terminale L, ES - Histoire

Liens avec les programmes : *Bulletin Officiel* spécial n° 42 du 14 novembre 2013

Thème 3 : Puissances et tensions dans le monde de la fin de la Première Guerre mondiale à nos jours

Chapitre sur Un foyer de conflits

Le Proche et le Moyen-Orient, un foyer de conflits depuis la fin de la Première Guerre mondiale

Niveau et matière concernés : Terminale S - Histoire

Liens avec les programmes : *Bulletin Officiel* spécial n° 42 du 14 novembre 2013

Thème 2 : Grandes puissances et conflits dans le monde depuis 1945

Chapitre sur Un foyer de conflits

Le Proche et le Moyen-Orient, un foyer de conflits depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale

Présentation de la séquence

Objectif général

Comprendre le rôle de l'eau dans les enjeux géopolitiques au Moyen-Orient

Objectif spécifiques

- Découvrir l'inégale répartition de l'eau au Moyen-Orient
- Comprendre les conséquences de cette répartition sur les populations
- Prendre conscience de la mobilisation des sociétés civiles

Documents et/ou matériel nécessaire

Vidéoprojecteur pour la carte annexe A, photocopies de l'annexe B pour tous les élèves, photocopies des autres annexes, deux par groupe soit huit exemplaires

Durée : 2 séances de 1 h à faire en une ou deux fois

Déroulement

SÉANCE 1

Découvrir l'inégale répartition de l'eau au Moyen-Orient et les conséquences sur les populations (1 h)

Étape 1

Étude de documents sur l'eau au Moyen-Orient (40 mn)

L'enseignant·e projette la carte de l'eau au Moyen-Orient des Clés du Moyen-Orient (annexe A) et distribue le texte

« L'eau au Moyen-Orient » des Clés du Moyen-Orient (annexe B). Elle/il répartit la classe en 4 groupes. Les élèves lisent les documents pendant 20 mn puis ils échangent entre eux pour écrire des remarques pendant 20 mn.

Questions pour guider les élèves

À partir de ces deux documents, que comprenez-vous sur les questions de l'accès à l'eau et de sa répartition au Moyen-Orient ? Qu'est-ce qui vous interpelle ?

Étape 2

Restitution en grand groupe (20 mn)

Chaque groupe donne ses observations et l'enseignant.e les compile pour en faire une petite conclusion.

SÉANCE 2

Prendre conscience de la mobilisation des sociétés civiles (1 h)

Étape 1

Étude de documents (30 mn)

Les élèves reprennent leurs quatre groupes de la séquence 1. Deux groupes vont travailler sur le Jourdain et deux groupes sur le Tigre. Les deux groupes « Jourdain » travaillent sur les documents : carte du site Les Clés du Moyen-Orient (annexe C), extraits du chapitre sur l'eau de l'*Atlas du Moyen-Orient* (annexe D) et les documents sur le partenaire Adel (annexes E et F). Les deux groupes « Tigre » travaillent sur les documents : carte du Tigre et de l'Euphrate du site

Les Clés du Moyen-Orient (annexe G), extrait du chapitre sur l'eau de l'*Atlas du Moyen-Orient* (annexe H) et documents sur le partenaire (annexes I et J).

Le but est de réaliser une présentation orale « *Comme à la télévision* » en s'aidant d'un support visuel (affiche, carte, schéma...) qui doit exposer :

- La situation/Quelles conséquences pour les populations ?
- Des initiatives et actions menées par les associations.
- Quelles perspectives d'avenir en tenant compte de l'évolution de la situation géopolitique de la région ?

Étape 2

Restitution « Comme à la télévision » (30 mn)

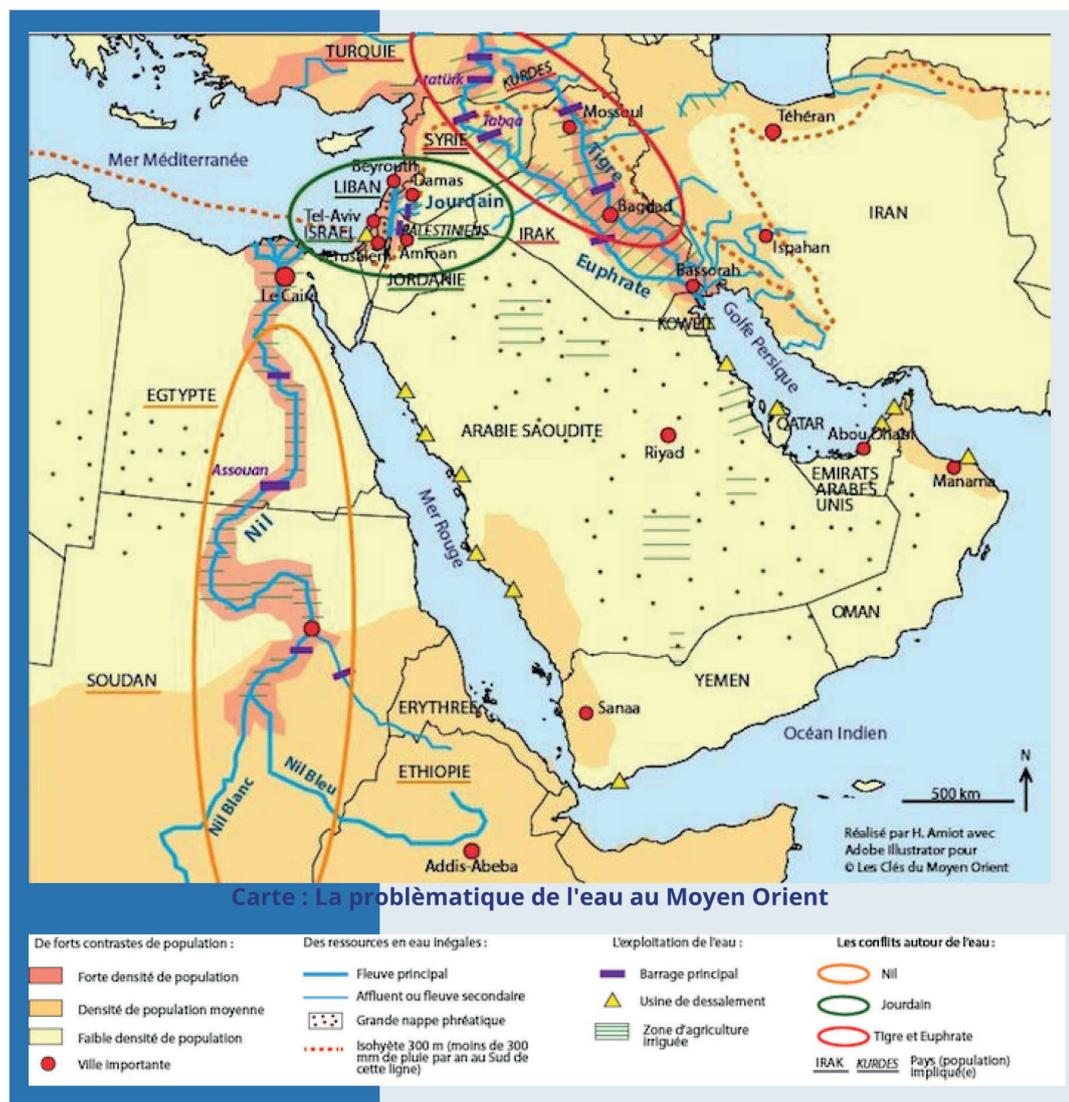
Chaque groupe présente sa restitution comme un sujet de journal télévisé avec un.e présentateur-trice, des cartes, un reportage, etc. (5 mn par groupe).

Carte sur la problématique de l'eau au Moyen-Orient

Cette carte, réalisée par le site *Les Clés du Moyen-Orient*, présente une approche concernant l'eau au Proche et Moyen-Orient.

Les Clés du Moyen-Orient est un site d'information sur l'histoire et l'actualité du Moyen-Orient, rédigé par des universitaires.

<http://www.lesclesdumoyenorient.com/l-eau-au-moyen-orient.html>



Au Moyen-Orient, l'eau a toujours été appréhendée comme une ressource rare et sacrée. Très présente dans les mythes sumériens et akkadiens, la symbolique de l'eau a nourri les systèmes de croyances des Hébreux et des Arabes. Le caractère de l'eau comme source de vie et comme fondatrice de grandes civilisations avait déjà été noté au V^e siècle av. J-C par l'historien grec Hérodote, qui qualifiait l'Égypte de « don du Nil ».

C'est que le Moyen-Orient présente un milieu bioclimatique délicat : si l'eau, contrairement à l'idée reçue, ne manque pas, il faut préciser que celle-ci est très concentrée dans l'espace et que les lieux arides et désertiques sont très nombreux. Les sociétés humaines ont donc très tôt aménagé leur milieu naturel pour optimiser leurs ressources hydriques. L'eau est donc un enjeu de pouvoir, car enjeu de développement économique et social. La pression sur les ressources hydriques au Moyen-Orient entraîne donc des conflits à petite échelle, entre les États, et à grande échelle, entre les acteurs locaux. (...)

Géographie de la répartition

des ressources en eau

Contre les généralisations abusives, l'approche multiscalaire (à plusieurs échelles, ndla)

(...) Le Moyen-Orient est souvent considéré comme une région pauvre en ressources hydriques, rendant la production agricole, voire la vie en général, difficiles. L'approche multiscalaire est souvent négligée. En effet, si à petite échelle (grandes distances), le Moyen-Orient apparaît comme une région au climat aride, où les espaces de déserts sont nombreux, à grande échelle, les situations varient très fortement. Il est vrai que certaines régions sont classées parmi les plus

pauvres en eau, comme Gaza. Mais d'autres sont riches en ressources hydrauliques, comme les vallées fluviales, et certaines sont même des zones marécageuses, comme le delta du Chatt-el-Arab en Irak, formé par la confluence du Tigre et de l'Euphrate.

Ainsi, la question de l'eau au Moyen-Orient est moins un problème de quantité que de répartition.

La répartition inégale des ressources

(...) Dans cette région aride du globe, les fortes concentrations humaines ne se situent pas là où il pleut le plus, mais le long des fleuves qui permettent l'irrigation permanente pour l'agriculture et l'approvisionnement en eau des villes. Les fleuves ont donc toujours fait l'objet d'un immense intérêt. (...) Les trois grands bassins fluviaux du Moyen-Orient sont le Nil (concentrant plus de 80 millions de personnes sur ses rives, du Sud-Soudan à la Méditerranée) ; le Tigre et l'Euphrate (40 millions de personnes) ; le Jourdain (15 millions de personnes). Au total, ces trois fleuves fournissent 160 à 200 milliards de m³ par an.

Si on raisonne par État, les ressources en eau sont très inégalement réparties. (...) La Turquie et l'Irak disposent de plus de 4 000 m³ par personne et par an, et le Liban, environ 3 000 m³/an/hab., ce qui est au-dessus de la moyenne de la région (1 800 m³/an/hab.). La Syrie et l'Égypte disposent d'environ 1 200 m³/an/hab., légèrement en-dessous. En revanche, des pays qui se situent en dessous de la tranche critique de 500 m³/an/hab. : Israël et la Jordanie disposent de 300 m³/an/hab. et les Territoires palestiniens (Cisjordanie-Gaza) de moins de 200 m³/an/hab. Ils sont dans ce que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) appelle une situation de « stress hydrique ». (...)

L'incertitude des chiffres

(...) La gestion des ressources hydriques est un enjeu politique, les chiffres reflétant des stratégies des États pour obtenir le partage le plus favorable. Ainsi, pour limiter les quantités d'eau à libérer vers l'aval, l'État d'amont tente de réduire l'importance de l'apport moyen du cours d'eau qui le traverse. Au contraire, les États en aval chercheront à faire valoir des chiffres beaucoup plus faibles pour tenter de limiter la consommation de l'État en amont. (...)

Gérer les ressources hydriques à l'avenir : paix ou conflit ?

La pression croissante sur les ressources en eau

Si le problème de la ressource en eau a depuis toujours mobilisé les populations de la région, qui ont répondu par des aménagements toujours plus ingénieux, la situation n'a jamais été aussi délicate qu'aujourd'hui. En effet, l'expansion démographique est forte dans beaucoup de pays du Moyen-Orient. Selon Pierre Blanc (2006), le taux d'accroissement naturel, quasi nul sur la rive nord de la Méditerranée, devrait être encore de 1,3 % sur les rives méridionale et orientale d'ici 2025. Cette expansion s'accompagne d'une hausse du niveau de vie moyen, qui entraîne une consommation par tête plus élevée. L'agriculture s'est également intensifiée pour répondre à la croissance démographique. Enfin, les secteurs de l'industrie et du tourisme ajoutent un poids supplémentaire à la tension des ressources.

Comment gérer les ressources en eau ? Politique de l'offre ou de la demande ?

La première réponse apportée est d'augmenter l'offre en eau. La méthode classique est de construire des barrages sur les fleuves pour régulariser le cours et lisser l'apport sur toute l'année. Des aqueducs pour transporter l'eau

vers les villes et les régions agricoles sont également construits. Des techniques modernes sont venues s'ajouter aux techniques plus traditionnelles. Les usines de dessalement sont une nouvelle méthode, certes encore coûteuse, pour augmenter les ressources en eau douce. Ce moyen est très répandu dans le Golfe. Aux Émirats arabes unis, l'usine de Jebel Ali est la plus grande du monde, avec une capacité de 900 000 m³/jour. En Israël, l'usine d'Ashkelon a été une des premières en service.

Cependant, devant les contraintes financières et les considérations environnementales, l'idée d'axer la politique sur la demande s'affirme de plus en plus. Il ne s'agit plus de chercher à augmenter les ressources en eau, mais de diminuer la consommation et les prélèvements. Au niveau de l'agriculture, les États essaient de développer des techniques d'irrigation au goutte à goutte, moins gourmandes en eau, tentent de privilégier les productions à forte valeur ajoutée destinées à l'exportation, ou réduisent tout simplement l'irrigation s'ils n'ont pas les moyens de développer ces techniques. (...)

« La guerre de l'eau n'aura pas lieu »... mais les conflits oui !

En intitulant son livre *L'eau au Proche-Orient, La guerre n'aura pas lieu* (1998), Habib Ayeb veut s'opposer aux nombreux discours sur la fatalité de guerres liées à l'eau au Moyen-Orient. Par exemple, M. Boutros Boutros-Ghali, ministre égyptien des Affaires étrangères puis Secrétaire général de l'ONU affirmait que « la prochaine guerre au Moyen-Orient sera une guerre sur l'eau ». Ayeb reconnaît que la question du partage des ressources hydriques est la cause de tensions entre États. Cependant, il prend une par une ces tensions et montre qu'aucun État n'engagera

une guerre conventionnelle pour défendre ou étendre ses prétentions sur un fleuve, un lac, une nappe phréatique. Il est par ailleurs optimiste sur la coopération qui semble s'engager à la fin des années 1990 dans divers points chauds de la région : négociations israélo-palestiniennes tentant de s'accorder sur l'eau, projet turc des « pipelines de la paix » pour acheminer de l'eau vers les pays du Golfe (en échange de pétrole)...

Cependant, les années 2000 n'ont pas vu les tensions autour de l'eau diminuer. Les tentatives de coopération ont très souvent échoué et, si des guerres de l'eau paraissent peu probables, les conflits semblent perdurer voire se renforcer, contredisant la posture plutôt optimiste de Habib Ayeb. Par exemple, dans le cas du conflit israélo-palestinien, les négociations qui avaient

repris à la fin des années 1990 n'ont jamais abouti. Israël n'a pas rendu le Golan à la Syrie, contrairement aux prédictions d'Ayeb. D'autre part, la colonisation juive se renforce en Cisjordanie, accentuant l'emprise d'Israël sur les ressources hydriques. (...)

Il faut enfin noter que l'absence d'un droit international sur le partage des eaux ne facilite pas l'exploitation harmonieuse des ressources et le règlement pacifié des contentieux. Les États doivent négocier des accords bilatéraux ou multilatéraux, au prix de longues discussions qui s'enlisent souvent.

Article de Hervé Amiot, publié le 20 novembre 2013 sur le site <http://www.lesclesdumoyenorient.com/l-eau-au-moyen-orient.html>

Carte spécifique sur le Jourdain, chapitre sur l'eau

Cette carte, réalisée par le site *Les Clés du Moyen-Orient*, présente une approche concernant l'eau au Proche et Moyen-Orient.

Les Clés du Moyen-Orient est un site d'information sur l'histoire et l'actualité du Moyen-Orient, rédigé par des universitaires.

<http://www.lesclesdumoyenorient.com/Eau-et-conflits-dans-le-bassin-du-Jourdain.html>



<p>Aménagements et prélèvements sur le bassin du Jourdain :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Barrage ⋯⋯⋯ Canal (date de construction) ▲ Usine de dessalement Nappe phréatique des montagnes cisjordaniennes Nappe phréatique côtière 25-30 % Part des eaux de la région dans la consommation totale israélienne 70 M m³/an Débit du Jourdain aux points indiqués 	<p>Une situation territoriale complexe :</p> <ul style="list-style-type: none"> Israël en 1949 Etat arabe du bassin du Jourdain Territoires occupés par Israël à la suite de la Guerre des Six-Jours (1967) Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD), depuis 1974 Zone sous le contrôle exclusif de l'Autorité palestinienne (zone A) 	<p>Les conflits historiques et actuels autour de l'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> Aménagements israéliens dans les années 1950 - 1960 Aménagements arabes dans les années 1950 - 1960 Projet de barrage arabe Projet de canal arabe ★ Attaque de l'armée israélienne contre le projet ★ Attentat ou attaque arabe contre le projet 1967 Date de lancement du projet / de l'attaque ★ Revendications palestiniennes actuelles pour le partage de l'eau
---	---	---

Réalisé par Hervé Amiot avec Adobe Illustrator pour ©Les Clés du Moyen Orient

Extraits de l'Atlas du Moyen-Orient - Aux racines de la violence « Entre abondance et rareté »

Pénurie d'eau : entre compétition et insécurité

Des violences hydrauliques

Prenons le cas du bassin hydrographique du Jourdain, partagé entre Israël et les États arabes voisins (Syrie, Jordanie et Liban). Israël y établit une hydro-hégémonie au détriment de ses voisins qui cause de nombreuses tensions. Dès les années 1960, Israël détourne les eaux du Jourdain à partir du lac de Tibériade pour approvisionner la côte et le Sud. Le pays va plus loin encore en contrôlant les prélèvements des pays du bassin sur les affluents du Jourdain. Ce contrôle s'opère directement avec l'occupation du Golan, qui est un petit château d'eau, et indirectement grâce à un rapport de force favorable, qui lui permet d'imposer au Liban de limiter ses prélèvements d'eau sur le Hasbani.

Violences hydrauliques entre Palestine/Israël

La Cisjordanie : un petit château d'eau dans une région aride

Les ressources hydriques des territoires palestiniens sont relativement abondantes au regard de l'aridité qui règne dans la région. C'est du moins le cas en Cisjordanie, où les précipitations assez élevées arrosent les versants occidentaux du pays (jusqu'à 700 millimètres dans la région de Ramallah et d'Hébron), permettant ainsi la constitution de nappes renouvelables. La montagne y sert d'obstacle aux flux humides venus de la mer Méditerranée. En outre, la nature du sous-sol et l'existence de ruptures de pente favorisent la formation d'aquifères distincts.

Les aquifères de l'ouest (360 millions de m³ de recharge annuelle) et du nord-est (145 millions de m³) intéressent particulièrement Israël, car l'écoulement de ces eaux souterraines vers son territoire abonde notoirement les ressources du pays. À ces deux aquifères s'ajoute un troisième, dont le pendage oriental ne représente pas a priori un réel intérêt pour Israël, même si depuis son arrivée en Cisjordanie, la société Mekorot (la compagnie nationale de l'eau en Israël, *ndla*) y puise l'eau approvisionnant les colonies développées à partir de 1982.
(...)

Outre la consécration d'un partage inéquitable, avec quelque 78 % pour les Israéliens contre seulement 22 % pour les Palestiniens, l'accord d'Oslo II reconnaît à Mekorot la possibilité de prélever de l'eau dans la partie palestinienne des aquifères et de la facturer au prix coûtant aux villes et villages palestiniens. De nombreux villages demeurent donc à l'écart de tout réseau d'adduction.

Source : *Atlas du Moyen-Orient - Aux racines de la violence* de Pierre Blanc et Jean-Paul Chagnollaud, Autrement, 2016.
Extraits du chapitre sur l'eau, pages 60 à 63.

Témoignage de Rima Younis, présidente de l'association Adel

Adel (association pour le développement local, située à Ramallah) est une structure de commerce équitable de proximité, qui regroupe environ 400 producteurs, dont 85 % sont des femmes.

Rima¹, présidente d'Adel, en visite en France, revient sur la situation difficile de la Cisjordanie et explique le travail de l'association qui cherche à développer les circuits courts entre producteurs et consommateurs, valorisant mieux les produits et la promotion de techniques de production plus écologiques, plus respectueuses de la santé.

« Chez nous, en Palestine, le taux de chômage est de 40 %, nous vivons sous la violence de l'occupation et dans une situation de colonisation de nos terres, de notre eau et dans les difficultés de circulation dues aux check-points, aux contrôles et au mur.

Il nous faut donc développer des initiatives positives pour assurer notre développement économique et notre souveraineté alimentaire.

Nous travaillons principalement avec des petits producteurs. Le plus gros problème est celui du manque d'eau et de l'utilisation de produits chimiques qui ont des conséquences graves sur notre santé.

Notre projet consiste donc à permettre de cultiver sans produits chimiques et

de fournir ainsi des produits sains aux consommateurs. L'utilisation de l'agroécologie permet d'économiser 50 % d'eau pour l'arrosage et de produire plus. Donc les revenus sont meilleurs, et nous respectons plus le climat et l'environnement.

De plus, nous mettons en relation les producteurs et les consommateurs. Nous contribuons à la création d'un modèle d'agriculture qui pourrait se généraliser à toute la Cisjordanie. »

« Appuyée par Adel, Iman², agricultrice palestinienne, pratique et promeut l'horticulture en agroécologie près de Naplouse.

Sur ses 30 ares de terre (dont 600 m² de serres) elle travaille sans pesticides ni engrais chimiques. Elle privilégie le compost de résidus, cartons, fumier, et paillage, pour cultiver tomates, concombres et salades. Elle confie sa production à Adel, qui assure la distribution. Avec beaucoup de modestie, elle incite ses voisines à la suivre sur cette voie économe en eau, porteuse d'avenir. »

1 Extrait de compte rendu d'une rencontre entre Rima et des bénévoles du CCFD-Terre Solidaire en région Rhône-Alpes, mars 2017.

2 Extrait d'un article d'un participant au voyage d'étude du Réseau thématique Finance solidaire en novembre 2016 en Palestine-Israël, paru dans La Passerelle n° 5.

« L'agriculture sous le joug de l'occupation »

De son côté, l'association Adel (« justice » en arabe), partenaire du CCFD-Terre Solidaire, tente de mettre en place des pratiques agroécologiques en Palestine. L'agriculture biologique a commencé à se développer en Palestine au début des années 1990. « *Nous en avons désespérément besoin pour plusieurs raisons. D'abord, l'occupation et le pillage de terres et d'eau par Israël ; puis les coûts réduits et la qualité de la nourriture* », détaille Jihad Abdo, coordinateur de l'Adel.

En Palestine, les terres agricoles représentent quasiment un quart de la surface de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Selon des chiffres de 2012¹, on comptait 420 000 hectares, dont 380 000 hectares en Cisjordanie pour 40 000 hectares dans la bande de Gaza. Quelque 36,7 % des terres sont dédiées aux arbres fruitiers et oliviers, 12,5 % au maraîchage et 12,7 % aux champs de céréales selon le ministère de l'Agriculture palestinien. Les produits agricoles représentent un quart des exportations palestiniennes, comprenant les olives, l'huile d'olive, les légumes, les fruits et les fleurs.

Dans la région, l'agriculture dépend de l'irrigation. Les nappes phréatiques et les ruisseaux sont les premières sources d'eau en Cisjordanie — cependant 82 % des nappes ont été confisquées par Israël, selon un rapport de la Banque mondiale de 2009². Les puits sont donc la source principale d'eau, à hauteur de 72,5 %, pompant 253,3 millions de m³ d'eau par an.

L'eau commercialisée par l'entreprise israélienne Mekorot est la deuxième source, représentant 16,2 % de la consommation.

Le but de l'initiative de l'Adel : développer un marché domestique pour résister à l'occupation israélienne et à la fois garantir la présence des Palestiniens et assurer leur sécurité alimentaire alors qu'Israël mène une politique de colonisation de plus en plus féroce. Concrètement, l'organisation promeut l'agriculture écologique à Ramallah et dans les territoires occupés de la Cisjordanie, et soutient les populations pauvres via différents programmes de développement dans les zones rurales. L'association soutient des agriculteurs et des coopératives et commercialise les produits dans une boutique à Ramallah et dans plusieurs marchés de Cisjordanie. L'organisation propose également des formations pour préparer les terres et les engrais nécessaires et « *travaille pour trouver le prix juste pour le consommateur, qui permette au producteur de maintenir son activité* », poursuit Abdo. (...)

Source : <http://orientxxi.info/magazine/de-l-egypte-a-la-palestine-l-arme-de-l-agroecologie,1544>

Article publié le 7 novembre 2016.

Auteur : Ahmed Sawan.

¹ Derniers chiffres disponibles.

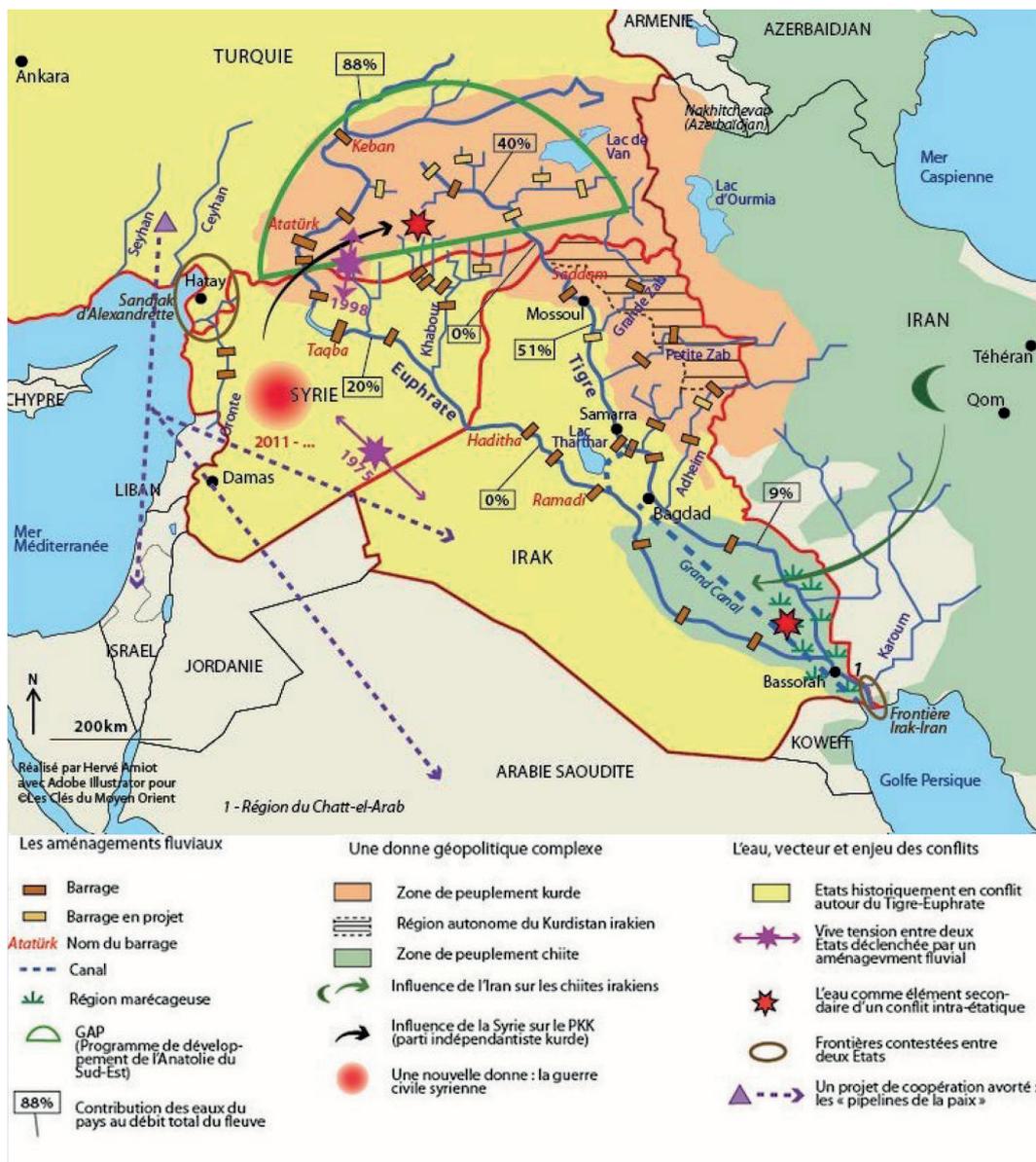
² Derniers chiffres disponibles.

Carte spécifique sur le Tigre et l'Euphrate, chapitre sur l'eau

Cette carte, réalisée par le site *Les Clés du Moyen-Orient*, présente une approche concernant l'eau au Proche et Moyen-Orient.

Les Clés du Moyen-Orient est un site d'information sur l'histoire et l'actualité du Moyen-Orient, rédigé par des universitaires.

<http://www.lesclesdumoyenorient.com/L-eau-cause-ou-pretexte-pour-les.html>



Extraits de l'Atlas du Moyen-Orient - Aux racines de la violence « Entre abondance et rareté »

Pénurie d'eau : entre compétition et insécurité

Il en est de même sur l'Euphrate et le Tigre où s'opposent la Turquie, véritable château d'eau du bassin et réelle puissance militaire, et les pays d'aval, la Syrie et l'Irak. Très en retard dans ses aménagements, par rapport à ces derniers, la Turquie lance le projet d'aménagement du sud-est anatolien (GAP) pour améliorer son potentiel agricole et énergétique ainsi que pour développer la région kurde et l'arrimer à son espace turc. Pour l'heure, Ankara est loin d'avoir atteint son objectif de 1,7 million d'hectares irrigués dans la zone du projet, ce qui ne manque pas

d'inquiéter ses voisins. Qu'en sera-t-il du débit des fleuves quand la surface sera couverte ? Il faut toutefois noter que les pays d'aval sont actuellement en proie à d'autres sujets de préoccupation : en pleine guerre civile, Damas a perdu le contrôle des barrages sur l'Euphrate au profit de l'État islamique qui cible d'ailleurs également l'équipement hydraulique irakien.

Source : *Atlas du Moyen-Orient - Aux racines de la violence* de Pierre Blanc et Jean-Paul Chagnollaud, Autrement, 2016.
Extraits du chapitre sur l'eau, pages 60 à 63.

Présentation du projet Save The Tigris Campaign

Save the Tigris est une coalition régionale de défense du fleuve Tigre et des marais irakiens.

Qui sommes-nous : Sauver le Tigre et les marais irakiens est une campagne de plaidoyer qui a débuté en mars 2012 par une coalition d'organisations de la société civile d'Irak, de Turquie et d'Iran. La campagne fait partie d'un effort international visant à sauver le patrimoine mondial sur le fleuve Tigre des impacts du barrage d'Ilisu, un projet hydroélectrique construit sur le Tigre par le gouvernement turc.

Notre défi : la campagne vise à relier les groupes et les mouvements concernés par les impacts négatifs des barrages et d'autres projets de développement sur le Tigre et l'Euphrate. Nous défendons des politiques qui garantissent l'utilisation durable et équitable

de l'eau pour tous ceux qui vivent dans la région et nous nous opposons à la privatisation et à la commercialisation des ressources en eau et des ressources naturelles.

Objectifs de la campagne

La campagne vise à attirer l'attention sur l'impact négatif des grands barrages sur le patrimoine mésopotamien en Irak et dans la région, et à développer des activités de sensibilisation et de plaidoyer impliquant tous les acteurs concernés : communautés locales ; organisations de la société civile ; médias ; institutions nationales et locales ; sociétés d'experts et d'intellectuels ; centres de recherche ; universités et autres.

Source : <http://www.savethetigris.org>

Le classement des marais irakiens par l'Unesco

L'Irak fier de voir ses marais entrer au patrimoine mondial de l'Unesco

Les marais irakiens, ravagés par Saddam Hussein dans les années 1990, ont été classés au patrimoine mondial de l'Unesco. Une victoire aussitôt saluée par le gouvernement engagé dans une guerre contre les jihadistes, auteurs de nombreuses destructions d'antiquités.

Le Premier ministre Haider Al-Abadi a félicité le peuple irakien et remercié « tous ceux qui ont contribué à ce succès » tant attendu depuis 2003.

Il a ajouté que la culture dans son pays continuera à exister « malgré la destruction et la démolition du patrimoine et des antiquités irakiennes par des groupes terroristes barbares », faisant allusion au groupe jihadiste Daech qui s'est emparé de vastes pans de son pays en 2014.

L'EI a détruit de nombreux artefacts au musée de Mossoul, son fief dans le nord de l'Irak, ainsi que dans les villes antiques de Nimroud et Hatra. Pour cette raison, cette dernière a été classée au patrimoine en péril par l'Unesco en 2015.

Daech justifie ces destructions en arguant que les statues favorisent l'idolâtrie. Mais selon plusieurs experts, les « idoles » si vivement dénoncées dérangent moins les jihadistes lorsqu'il s'agit de les vendre au marché noir.

[...], « sept sites d'Irak ont été classés au patrimoine mondial de l'Unesco : trois sites archéologiques et quatre zones de marécages dans le sud du pays », selon l'organisation internationale.

L'un des plus grands deltas intérieurs du monde

« Les villes archéologiques d'Uruk et d'Ur, ainsi que le site archéologique du Tell Eridu font partie des vestiges de

villes et d'établissements sumériens qui se développent en Mésopotamie méridionale entre le IV^e et le III^e millénaire avant J.-C », a-t-elle précisé.

« Les Ahwar du sud de l'Irak - également connus sous le nom de régions marécageuses d'Irak - sont uniques car il s'agit d'un des plus grands deltas intérieurs du monde, dans un milieu extrêmement chaud et aride », poursuit l'Unesco.

Les marais couvraient à l'origine une surface de 15 000 à 20 000 km², ce qui en faisait l'une des plus vastes zones marécageuses au monde. Mais l'ex-président déchu Saddam Hussein a décidé de les assécher dans les années 1990 car ces marais étaient devenus le foyer d'insurgés chiites opposés à son pouvoir.

L'assèchement de 90 % de leur surface est considéré par l'ONU comme « l'un des pires crimes environnementaux de l'histoire ».

De nombreux canaux et digues construits sous le règne du dictateur ont été depuis démolis, permettant aux eaux du Tigre et de l'Euphrate d'irriguer à nouveau les marais et de raviver la faune.

Les Irakiens ont ainsi pu s'y réinstaller, malgré de nouvelles inquiétudes autour du débit des fleuves, diminué en amont par des barrages installés en Turquie et en Syrie. Ces flux amoindris ont entraîné une salinisation inquiétante de l'eau, la rendant non potable et tuant de nombreux poissons.

Source : <http://www.lefigaro.fr/culture/2016/07/18/03004-20160718ARTFIG00208-l-irak-fier-de-voir-ses-marais-entrer-au-patrimoine-mondial-de-l-unesco.php>

Auteur : Laura Delbrassinne.
Article publié le 18 juillet 2016.